

# Sécurité sociale, retraite, chômage

## Comment reprendre l'offensive face aux attaques du patronat et des gouvernements successifs ?

*Dette de l'Etat, « trou » de la Sécurité sociale, « déficit » dans les caisses des retraites et celles de l'UNEDIC, licenciements massifs, boom du chômage, blocage des salaires, précarité, etc. Mais aussi violences policières et répression du mouvement social...*

**Ce sont là des choix de société : celui d'un capitalisme triomphant.** Celui d'un monde où les possédants et dirigeants politiques ne cherchent qu'à maintenir, voire augmenter, leurs profits, au détriment de tous et de toutes, en particulier des plus fragiles : salariés-es sans-emploi, retraité-es, femmes, immigré-es, etc. Un monde où l'on ne parle plus que de « coût du travail », de « charges sociales », de « libre concurrence », de « rentabilité », de « flexibilité ».

Ces dernières années, les gouvernements successifs et le MEDEF intensifient des réformes à l'encontre de l'ensemble des salarié-es du public comme du privé. Les accords ANI de janvier, la loi du 14 juin 2013

furent déjà l'illustration des premières attaques de ce gouvernement contre les intérêts des travailleurs-euses. La dernière en date est l'application depuis le 1<sup>er</sup> octobre de la convention UNEDIC signé en mars dernier. Elle constitue une attaque frontale envers les plus précaires. Après le soi-disant « coût du travail » à travers le « pacte de responsabilité », le gouvernement s'en prend donc au prétendu « coût du chômage ».

**Ces mesures traduisent le positionnement d'un gouvernement inféodé au patronat,** sacrifiant les systèmes de financement des caisses des travailleur-euses, et préparant le terrain pour l'arrivée massive des fonds de pensions.

## Face à cela, n'est-il pas devenu indispensable de renverser le discours et l'analyse?

C'est pourquoi nous vous invitons à venir débattre avec Bernard Friot\*, à partir de cette idée : **seul le travail crée de la richesse et c'est donc le-la travailleur-euse qui doit être au centre des projets de société.** Comment ? Avec la cotisation répond Bernard Friot : **cotisations sociales, voire cotisation économique.**

Un moyen, selon lui, de régler les questions de la dette, d'assurer un salaire (et non un revenu) garanti, de financer retraites et sécurité sociale, d'assurer la reconversion industrielle et la formation, de lutter contre les licenciements économiques, mais aussi de créer des modalités de décisions plus démocratiques, où enfin celles et ceux qui produisent les richesses nécessaires à la société pourraient choisir quoi produire, pour qui et comment.

**VENEZ DEBATTRE LE SAMEDI 10 JANVIER 2015 A 18H30**

**A l'association « trait d'union » 6 rue Bachalas à Nîmes**

**Avec Bernard Friot,** professeur émérite de sociologie à l'Université Paris Ouest Nanterre

\***Bernard Friot**, professeur émérite de sociologie à l'Université Paris Ouest Nanterre, appartient à un réseau de chercheurs, l'Institut européen du salariat ([www.ies-salariat.org](http://www.ies-salariat.org)), et à une association d'éducation populaire, Réseau salariat ([www.reseau-salariat.info](http://www.reseau-salariat.info)). Son dernier livre, *Emanciper le travail* (La Dispute, 10 euros), construit sous la forme d'entretiens avec Patrick Zech, montre comment nous pouvons reprendre l'offensive en poussant plus loin les conquêtes de 1945.

